

Intervention de François Soulage - Président du Secours Catholique

Vous m'avez demandé d'intervenir sur plusieurs points :

- ce qui apparaît dans cette crise multiple, financière, sociale, économique, et ecclésiale
- qu'est-ce qui se trouve questionné dans nos modes de pensées, dans nos comportements et dans nos repères ecclésiaux.

A) ce qui apparaît dans cette crise multiple, financière, sociale, économique et ecclésiale

I - une crise économique qui s'origine dans la crise de la cupidité financière

Le premier point de cette crise c'est bien naturellement une crise financière et la chose qui nous intéresse aujourd'hui ce ne sont pas les mécanismes, on en a déjà beaucoup parlé mais c'est la raison pour laquelle il y a eut cette crise financière, et là je m'appuie sur un auteur américain qui est maintenant assez connu Joseph Stiglitz qui a intitulé son dernier livre « la crise de la cupidité » je pense que c'est vraiment ça l'élément important ; le renversement qui a eu lieu au cours de ces dix dernières années dans le fonctionnement de nos économies, avec cette montée en puissance extraordinaire de la cupidité. C'est-à-dire de la recherche de la puissance par l'argent, attention, la puissance par l'argent. C'est un peu nouveau, avant nous avions des grands chefs d'entreprises, nous avions des états, la recherche de la puissance par le développement, par la croissance, par l'armement, par tout ce que vous voulez. Là c'est la cupidité, c'est-à-dire la puissance par l'argent, à travers l'argent et donc la recherche prioritaire de l'argent. Cette crise financière a déclenché d'abord une crise économique. Cette crise économique est très facile à comprendre c'est tout simplement que dès lors qu'on recherche le rendement financier donc la recherche de la cupidité il y a une chose qui n'intéresse pas c'est de financer l'économie. Ça, cela n'intéresse pas. Ce qui intéresse c'est de faire de l'argent sur l'argent pour l'argent. Financer l'économie rapporte moins que de faire des spéculations financières. Donc la crise économique tient au fait que le monde de la finance ne s'intéressait plus au monde de l'économie dans ses aspects réels mais au monde de l'économie dans sa capacité à dégager des rendements sans cesse croissants. C'est ça la crise économique ce qui fait qu'aujourd'hui on voit encore dans la presse le fait que les banques continuent à ne pas financer les petites et moyennes entreprises sans parler bien entendu du monde agricole dans lequel vous êtes et qui en fonction des lieux et des circonstances et des productions eux aussi souffrent d'une crise de financement. Cela n'intéresse pas en tant que tel dans la mesure où ce n'est pas productif d'intérêts toujours croissants et ça continue. L'année 2010 et probablement le début de l'année 2011 vont s'inscrire dans cette direction. On continue à rechercher, il suffit de regarder la course au bonus, la course aux retraites chapeau, etc., course qui continue, qui est repartie, il suffit de regarder comment la bourse salue les résultats financiers des entreprises alors même que tout le monde sait que pour une partie ce sont des résultats bidon ! lorsque la BNP annonce 3 ou 4 milliards de profits, les spécialistes, et je suis économiste de formation et chef d'entreprise avant d'être à la retraite, je sais que les comptes de la BNP sont des comptes faux parce qu'on n'a pas tenu compte des provisions qu'on aurait du passer sur le portefeuille de prêts risqués qui sont dans le bilan de la BNP sauf que là ils ont obtenu une dérogation de superviseurs comptables donc ils n'ont pas passé les provisions qu'il convenait donc on dégage trois milliards de profits, le cours s'envole jusqu'au jour où tout se casse la figure ce n'est pas grave parce qu'il y aura des gens qui auront vendu. C'est ce qui se passe avec la Goldman Sachs qui vient de se faire épingle par le surveillant des marchés américains la SEC parce qu'on vient de se rendre compte que au même moment ils vendaient à leurs investisseurs un papier donc pour

compte propre ils étaient vendeurs sur le marché ils voulaient s'en débarrasser et eux ils les faisaient acheter par leurs clients. Le différentiel entre les deux vient du fait qu'ils vendaient à leurs clients cher et pendant ce temps là ils rachetaient sur le marché à bon prix. Ils se sont fait épingler parce que c'est en train d'être mis en évidence. Voilà le mécanisme de cupidité.

II - Une crise économique qui débouche sur une crise sociale

Ça nous amène à ce que la crise économique débouche sur une crise sociale. C'est celle que nous vivons aujourd'hui ; crise sociale qui n'est hélas pas nouvelle parce que ça fait 35 ans en France que le taux de chômage ne cesse d'augmenter. Attention ne nous trompons pas le chômage n'est pas d'aujourd'hui, Guillaume Goubert qui est le rédacteur en chef « économie » de La Croix a écrit encore il y a très peu de temps « ne nous trompons pas ça fait 35 ans que la France est habituée à une augmentation régulière du taux de chômage, ce qui vient de se passer est une accélération et une dégradation pour les moins qualifiés. »

On est passé d'un système continu dans lequel on arrivait en gros à gérer cela moyennant des prélèvements obligatoires de plus en plus importants, car quand il y a 2 600 000 chômeurs déclarés et indemnisés, il y a 4 000 000 de chômeurs réels, (3 800 000) mais c'est une tendance lourde. Simplement il y a une nouveauté, c'est-à-dire il y a eut au cours des années, liée à la crise financière puis à la crise économique une désindustrialisation importante et donc une accélération de la crise sociale qui n'est hélas qu'une accélération. Et, parce que ce n'est qu'une accélération, même si la croissance repart, à condition qu'elle reparte à des niveaux suffisamment importants, cette crise sociale sera toujours là, moins importante, moins prégnante, mais elle sera toujours là. Et la désindustrialisation elle, elle est bien présente. Dans les rapports que vous avez fait parvenir pour aujourd'hui on le voit à plusieurs reprises, qu'il s'agisse par exemple de tout ce que vous dites sur l'industrie de la chaussure ou tous les témoignages dans le domaine de la chaussure ou ce qui a eut lieu à Toul avec l'usine Kléber.

III - Crise sociale qui se double d'une crise politique

Alors au milieu de cela, cette crise sociale elle se double aussi d'une crise du politique. Et là je vous renvoie à une analyse du diocèse de Saint Claude qui est une analyse extrêmement intéressante de ce qu'est aujourd'hui la crise du politique. Le politique est aujourd'hui incapable d'anticiper les crises et de donner un message d'avenir, il s'est fait surprendre par la crise, il n'est pas capable d'anticiper ce qui va se passer et de donner un message d'avenir tout simplement parce qu'il ne maîtrise plus le fonctionnement d'une économie et d'une société mondialisées. Un pouvoir politique national avec une Europe qui n'existe pas sur le plan politique et économique, elle existe sur le plan du marché, elle n'existe pas sur le plan politique, le pouvoir politique n'a pas maîtrisé sur ce qui se passe, donc il ne peut pas offrir de voie d'avenir. Mais aujourd'hui dans un pays comme le nôtre le politique n'a plus prise suffisante sur l'évolution des événements. Et quand un certain nombre de personnes parle d'une gouvernance mondiale, ils ont raison. Commençons d'abord par une vraie gouvernance européenne. Cette gouvernance européenne n'existe pas. Nous l'avons vu à l'occasion du G20 je vous rappelle cet exemple absolument extraordinaire le G20 de Londres au moment de la grande crise où le soir même on disait les européens se sont mis d'accord sur un plan de relance et le lendemain matin, lundi matin, Madame Merkel disait nous adopterons en Allemagne un plan adapté à la réalité allemande et le lendemain, mardi après midi, Monsieur Sarkozy disait nous adopterons en France un plan adapté à la réalité française, bref chacun partait dans son coin. C'est une réalité, on annonce un plan de relance européen et deux jours après il n'y a plus rien, et cela continue ! regardez ce qui se passe pour la Grèce selon les jours on dit qu'on va faire, qu'on ne va pas faire et pendant ce temps là les marchés se régalaient parce que la Grèce est obligée d'emprunter à des taux qui sont de 7- 7,5 % pour de la dette d'état, ce qui est invraisemblable ou ils sont soutenus par l'Europe et ce n'est pas la peine d'aller emprunter à

de tels taux ou ils empruntent à ce prix là et ils vont se casser la figure parce qu'ils seront dans l'incapacité de rembourser une dette qui leur coûte trop cher. Il n'y a pas d'Europe politique. Et c'est ça la crise du politique. Face à une France, mais c'est la même chose, en Italie, en Espagne et ailleurs, la politique a perdu sa crédibilité et c'est là où je reviens aux hommes, parce que les hommes politiques n'ont pas admis qu'ils avaient perdu leurs propres capacités, faudrait peut-être qu'ils l'admettent un jour et à ce moment là on pourrait peut-être reconstruire un discours politique fondé sur les nécessités, les incapacités, les faiblesses. A vouloir croire et faire croire qu'on maîtrise les choses alors qu'on ne les maîtrise pas, alors on déconsidère la politique. et c'est là la crise du politique.

IV – Crise des structures de représentation

Et puis il y a encore la crise des structures de représentation ça c'est plus important parce que ça nous touche directement à travers y compris nos propres organisations et nous autres Secours Catholique comme partout ailleurs nous n'avons probablement pas anticipé le fait que les générations auxquelles nous appartenons ont vécu dans une période dans laquelle la dimension du collectif était largement présente. Nous étions dans une période où le « nous » était avant le « je ». Au fil de la période nous sommes passés du nous au je. C'est-à-dire, y compris les responsables de nos associations et ceux que nous essayons de mobiliser, ils le sont par accident, accessoirement, par rapport à ce qu'est l'axe normal de leur vie. Notre génération avait fait l'inverse. Notre génération qu'on appelle la génération des militants est en train de s'épuiser. Il faut qu'on réfléchisse aux mécanismes de socialisation qui sont en œuvre dans notre société. Ces mécanismes de socialisation ont beaucoup, beaucoup changé ; et donc les personnes qui arrivent aujourd'hui à l'âge de l'engagement n'ont pas la même formation, n'ont pas le même parcours que nous avons eu et donc nous avons une crise des structures de représentation qui ne représente pas la totalité des populations qu'elles sont censées représenter. Notre génération représente une partie de la population et ne peut pas représenter la totalité de la population parce que ce que vivent mes enfants n'est pas du tout ce que j'ai vécu moi-même. Donc la question est de faire en sorte, que la majorité de la population puisse être présente et je n'ai pas la recette. Comment fait-on pour que la jeune génération puisse accéder à la représentation, non pas accéder au bénévolat, mais accéder à la représentation de ce qu'ils sont. Peut-être que le MRJC a des capacités autres lorsque je vois l'âge de leurs responsables, mais peut-être ont-ils des leçons à nous donner. Il faut qu'on réfléchisse là-dessus, les mécanismes par lesquels aujourd'hui ces jeunes générations accèdent à la responsabilité.

V - Crise ecclésiale

Et puis je crois que nous avons une crise ecclésiale ; je pense que nos églises ne savent pas répondre aux évolutions du monde autrement que par des discours de condamnation. J'ai bien conscience que je suis un peu sévère en disant cela. Je suis un laïc qui parle ; mais je suis très effrayé par ce langage qui est un langage de fermeture et de condamnation. Moi j'ai trois enfants qui ont été élevés je crois dans la foi chrétienne et qui ont du mal aujourd'hui à se retrouver dans une église qui est une église normative ; on va oublier le terme condamnation et prendre normative, nous sommes dans une église normative ; on est dedans on est dehors, on a un vrai problème avec le seuil. L'acceptation du seuil, vous le dites dans vos témoignages. Je pense que nous avons aujourd'hui une église qui est trop normative qui ne respecte pas suffisamment la liberté individuelle et le choix et qui surtout ne réfléchit pas assez à ce qui dans l'évolution du monde à ce qui est positif de ce qui est négatif ; ce n'est pas parce que le monde change que c'est négatif. Ce n'est pas parce qu'aujourd'hui tout est différent d'hier que tout est mauvais. Il y a des changements profonds pour lesquels je crois nous n'avons pas suffisamment passé de temps à l'analyser. Je suis très préoccupé par cette évolution de l'Église qui donne l'impression d'être toujours en retard. Attention je n'ai pas dit à côté de ses pompes, j'ai dit en retard. Cela ne veut pas

dire qu'elle ait tort mais ça veut dire que dans un certain nombre de cas, la réaction est lente, ça ne correspond pas à ce qu'attend le monde.

Je vous donne un exemple, j'habite Nanterre, j'ai toujours habité Nanterre, je suis un enfant de la banlieue et je participe à des travaux au niveau de mon diocèse et j'entends des prêtres de mon diocèse dire : nous dans les Hauts de Seine on n'a pas de problèmes nos églises sont encore pleines ; c'est vrai en partie chez moi à Nanterre la cathédrale est pleine mais pour les petites églises autour ce n'est pas vrai, elles sont vides. Mais quand nous entendons dire que nos églises sont pleines c'est que notre département s'est embourgeoisé et qu'on a chassé les pauvres ; les pauvres ont franchi la Seine ils sont à Argenteuil, à Croissy et là les églises ne sont pas pleines. J'étais l'autre jour à Argenteuil où les équipes du Secours Catholique me disaient : on voit arriver les gens les pauvres de chez vous, ce sont des pauvres ; il faut qu'on regarde la situation et pourquoi est-ce que nos églises sont pleines ? quand vous êtes à 6000 € le m2 dans mon département même un salarié technicien ne peut pas rester, il s'en va ; dans une ville comme Nanterre aujourd'hui nous sommes à 4500 € le m2 faites le calcul quand vous voulez acheter un 70 M2 et les prix des loyers vont dans le même sens. Il faut qu'on soit attentif. Ça me frappe cette absence de regard, un regard suffisamment acéré sur des réalités qui nous posent problèmes parce que ça ne durera pas les églises pleines ; l'évolution est inéluctable, comment la prépare-t-on ?

B) aspects du monde rural

Je vous signale un rapport de l'IGAS (Inspection Générale des Affaires Sociales) et du conseil général de l'agriculture qui vient d'être publié et qui met en évidence un certain nombre de données qui me paraissent importantes pour ce que l'on va voir.

I - 1 La population rurale est une population qui s'appauvrit

Premier bilan, et là vous le dites dans tous vos textes la population rurale ancienne sauf exception est une population qui s'appauvrit globalement la population rurale ancienne celle qui vit de l'agriculture ou des services à l'agriculture est une population qui se paupérise et dans les zones rurales les néo ruraux connaissent des situations de fragilité croissante et peu connues. Ces néo ruraux qui font que des villages voient leur population s'accroître sauf que quand on regarde dans les détails la situation de ces personnes on constate que beaucoup de ces néo ruraux ont des difficultés ; difficultés de transport, difficultés d'accès à l'emploi, de garde d'enfants ; beaucoup vivent de petits travaux. Il y a dans le monde rural plus d'emplois précaires que dans le monde urbain. Emplois précaires qui ont particulièrement souffert au moment de la crise. Et ça c'est beaucoup les néo ruraux, les gens qui ont quitté les villes à cause du prix des logements, qui se sont éloignés, éloignés et qui en même temps sont victimes de la très forte régression des services publics, des pertes d'emplois, domaine de la chaussure, l'usine Kléber...où habitaient les ouvriers de chez Kléber, en campagne, ce ne sont pas des agriculteurs ; mais que vont-ils devenir et les situations sont assez dramatiques. Le taux de pauvreté en monde rural est plus important que dans le monde urbain je vous donne un chiffre, celui là est important on considère en France que 12 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et quand on prend l'ensemble du milieu rural c'est 14 % avec des pointes à 19 % dans le Nord, le Limousin et en Auvergne. 19 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté dans ces régions. Je crois que là il y a quelque chose à reprendre qui nécessite qu'on regarde les choses de près et, ce rapport est fait avant la crise du lait, dont vous parlez largement dans vos écrits. Mais, et là l'étude est tout à fait claire, ces pauvretés, ces fragilités sont beaucoup moins connues dans le monde rural qu'elles ne sont connues en monde urbain les gens ne parlent pas. Ce sont, ce qu'on appelle les taiseux. Ils font souvent silence. Au Secours Catholique on voit l'énorme difficulté de franchir la porte d'un accueil du Secours Catholique tellement c'est stigmatisant. Ce qui nous conduit à supprimer des vestiaires et à les remplacer par des boutiques solidaires, pour tenter de trouver des formules moins stigmatisantes parce que les gens n'admettent pas d'y venir, c'est le quand dira-t-on ? Et c'est une donnée qu'il faut absolument noter. Plusieurs d'entre vous l'ont noté dans leurs travaux : la difficulté à

connaître les situations de grande pauvreté ; c'est vraiment une responsabilité que nous avons, il faut le savoir. On retrouve un peu la même chose dans les zones urbaines riches. Un cadre qui se trouve tout à coup dans des difficultés n'admettra pas de se trouver en difficulté. On a à la fois les zones rurales et les zones urbaines plutôt riches. Là, la fragilité est masquée, cachée. C'est très important car il faut donc aller à la recherche de tout cela. Et donc en milieu rural il faut savoir qu'il existe de véritables territoires de relégation avec des blocages ; qui sont à la fois des blocages physiques avec les problèmes de déplacements. Nous au Secours Catholique une des demandes croissantes de nos équipes, c'est autour de la mobilité, en lien avec la disparition des services publics. C'est le cas du RSA par exemple qui est souligné dans le rapport : un certain nombre de personnes en milieu rural qui aurait accès au RSA n'y ont pas accès parce que la difficulté est trop importante pour aller au centre où est le rendez-vous. Là, le rendez-vous a lieu, pas lieu... c'est le même problème avec les demandeurs d'asile. Les demandeurs d'asile qu'on reçoit dans nos accueils, aujourd'hui avec la raréfaction du nombre de points d'accueil, on dépense une fortune pour leur payer des frais de transports y compris en taxi pour simplement qu'ils puissent se rendre au rendez-vous pour déposer leur demande d'asile. Donc il y en a beaucoup qui ne le font plus. Nous sommes dans une situation où il y a des blocages physiques mais qui sont aussi culturels et sociaux, avec un vrai problème qui est l'accès à la connaissance. C'est la manipulation des nouveaux outils de communication. Il y a là un facteur discriminant extraordinairement important, la question de la connaissance.

I - 2 L'étude à laquelle je fais référence fait état de 6 choses :

a) La taille des communes est aujourd'hui totalement insuffisante, ça renvoie à la question de l'intercommunalité

b) Les organismes sociaux, dans le monde rural sont terriblement cloisonnés et cloisonnés physiquement là où en ville ils sont plusieurs mais à peu près au même endroit, en rural ils sont dispersés ; ils sont cloisonnés, chacun fait son boulot sauf qu'ils sont dispersés.

c) les services sociaux sont très difficiles à mettre en place car ils coûtent beaucoup plus cher qu'en milieu urbain, du fait de la dispersion des personnes et donc ce coût se répercute sur la capacité pour les institutions publiques à mettre en place des services sociaux efficaces, car ils coûtent plus cher qu'en milieu urbain.

d) il y a une croissance beaucoup plus importante du nombre de personnes âgées que dans la population traditionnelle car on est en milieu rural à 27 % de la population âgée c'est-à-dire de plus de 65 ans contre 21 % en milieu urbain.

e) à côté de ces personnes âgées une autre importance croissante c'est les emplois peu qualifiés. Puisqu'on est en milieu rural à 7 % d'agriculteurs, 7 % de cadres qui habitent en milieu rural mais 32 % d'ouvriers, y compris ouvriers agricoles et 27 % d'employés. C'est important. C'est un chiffre que j'ai découvert et qui me pose problème parce que s'il n'y a que 7 % d'agriculteurs ça pose un vrai problème en terme de pastorale.. et alors comme ce sont des emplois peu qualifiés, autre donnée. Ce milieu rural est très touché par les pertes d'emplois parce qu'en France les emplois qui ont été le plus touchés, ce sont les emplois peu qualifiés, donc quand vous avez plus d'ouvriers, d'employés que dans le reste de la France, vous êtes mal parce que vous êtes directement touchés par ces pertes d'emplois.

f) Et dernière remarque de ce rapport : ce sont des populations qui font peu valoir leurs droits. Dans les enquêtes qu'ils ont faites ils sont surpris de voir le si peu de personnes qui ont fait des demandes de RSA. Ça veut dire qu'un des aspects de cette crise c'est qu'il nous faut aujourd'hui entrer de plein pied dans une logique d'observation plus fine de ce milieu et il va falloir qu'on travaille à s'engager beaucoup plus probablement sur des plans locaux, des chartes territoriales de cohésion sociale. Il y a là-dessus des expériences Pontivy et Aradon notamment lorsqu'il y a un appel : « la politique est la plus grande des charités » Paul VI.

II - Qu'est-ce que ça change dans nos modes de pensée

1) Le marché ne peut pas tout résoudre

La première chose que ça change dans nos modes de pensée, là ce n'est pas nous chrétiens mais nous citoyens : c'est que le marché ne peut tout résoudre ; c'est ça la grande leçon de cette crise qui nous est arrivée. Le marché auquel tout le monde croyait, la concurrence ne résout pas tout, ce qui nous permet de revisiter le rôle de l'état. Sauf que là encore le travail politique de revisite du rôle de l'état n'a pas été fait. On a constaté que lorsqu'il fallait sauver les banques, les états ont fait leur boulot, ils avaient été capables de dégager des fonds considérables et on pouvait imaginer que fort de cette capacité il y allait avoir une nouvelle régulation financière et tout ça traîne c'est-à-dire qu' à un moment donné il s'est mobilisé ce qui prouve qu'il le peut et que ça sert à quelque chose, on se serait attendu à ce qu'il continue. Donc le marché ne résout pas tout et l'état a un rôle à jouer. Mais dans notre mode de pensée, ce qu'il faut bien avoir en tête c'est qu'en effet le marché et la concurrence ne sont pas tout, on ne peut pas tout leur demander.

2) La spéculation

La deuxième chose et là vous l'avez dit à plusieurs reprises dans les documents à propos du marché du lait dans votre domaine particulier du monde agricole on voit aussi les dégâts que fait l'introduction de la dimension tout marché c'est- à dire la spéculation sur les matières premières agricoles ; trois d'entre vous disent, il va bien falloir qu'on réfléchisse à ce que ça veut dire aujourd'hui. Et c'est reparti je regardais hier dans la Tribune de l'Economie c'est l'explosion de l'hévéa qui n'est pas une matière agricole d'ici, mais l'hévéa qui était hier à 90 € la tonne de matière brute il y a 6 mois est aujourd'hui à 400 dollars la tonne ; spéculation sur la matière première liée à la reprise de la croissance en Chine ; augmentation de la production de voitures en Chine et donc derrière ça on le prix des matières premières qui explosent et qui peuvent éventuellement se casser la figure, avec une incertitude croissante sur le niveau de revenu.

Il faut le dire et le redire ; j'ai eu la chance de participer au forum social de Belém il y a deux ans, et qu'est ce que j'ai entendu à Bellême : il faut arrêter avec le marché à terme des matières premières de Chicago, qui est le marché spéculatif qui fait que c'est le yoyo permanent et c'était avant la grande crise. Et l'on avait, en ce temps bien entendu dénoncé les *sump raps* mais nous étions à côté de nos *pompes* paraît-il mais je constate que quelques fois la pensée collective peut permettre d'avancer. Donc j'ai annoncé à nos donateurs que nous continuerons d'aller au forum social mondial comme nous essaierons d'être présent au forum économique mondial de Davos parce qu'il est toujours bon d'apprendre des autres y compris de faire savoir ce à quoi on croit.

3) Des efforts de solidarité

Troisième mode de pensée qui nous saute à la figure, c'est que s'il n'y a pas d'efforts de solidarité on ne peut pas trouver une solution. Alors là encore petite satisfaction. Lorsqu'a été créé le RSA a été créé pour le financer une taxe spécifique sur les investissements financiers de 1,1 % sur l'ensemble des transactions financières et à ce moment là cette taxe était introduite dans le calcul du bouclier fiscal donc les gens qui bénéficiaient du bouclier fiscal ne payait pas cette taxe j'ai eu le malheur d'écrire cela dans un éditorial du journal « Messages » je n'ai jamais eu autant de courrier pour « *m'engueuler* » ! je constate aujourd'hui que le débat dans la société française et pas uniquement dans certains milieux politiques, le débat dans la société française est bien la question de la solidarité et pour faire face à la question des retraites, pour faire face à la question de l'accroissement des chances, l'enjeu il est quoi ? Que tout le monde paie ou que certains en soient exonérés.

Je crois voyez vous et vous me permettrez de prendre cet exemple mais nous autres chrétiens il nous faut prendre des risques ; j'ai sans doute perdu des donateurs mais je crois qu'il était indispensable de dire que la solidarité est quelque chose qui ne se partage pas ! ou

elle est, ou elle aide tout le monde ou elle n'est pas. Aujourd'hui c'est la question qui est posée ; je suis d'ailleurs assez content de voir que les deux rapporteurs de la commission finances de l'assemblée du Sénat Messieurs P. Méhaignerie et J. Arthuis sont aujourd'hui sur des positions que j'exprimai il y a quelques temps et ce ne sont pas d'affreux gauchistes que je sache, même s'ils sont tous les deux des grands chrétiens, ce n'est probablement pas un hasard !

Cette question de la solidarité revient, on ne peut pas continuer à avoir dans la société actuelle une solidarité à laquelle certains échappent. Ce n'est pas possible et là on a un langage à tenir, un langage fort. Et j'aimerais bien que sur ce point là l'Eglise affirme davantage que la solidarité aujourd'hui personne ne peut y échapper.

La solidarité est aujourd'hui une dimension à laquelle personne ne peut échapper. La charité on en parlera un peu plus tard. La solidarité parce que j'utilise les mots de la société politique, parce que c'est le Revenu de Solidarité Active ; impôt de solidarité sur la fortune alors où elle est la solidarité ? Ou elle est totale, ou elle n'existe pas ! il y a un vrai problème.

4) Partisan du langage de l'équité

On ne peut plus être dans une société qui parle d'égalité je suis moi un partisan du langage de l'équité : l'équité, c'est donner plus à ceux qui ont moins. Ce n'est pas donner la même chose à tout le monde. C'est un débat qui pose problème je ne suis pas certain que tout le monde puisse partager mon point de vue sur le fait de l'équité. Moi aujourd'hui je pense que la société, telle qu'elle est extraordinairement divisée, extraordinairement inégalitaire ne peut pas aujourd'hui travailler avec le concept d'égalité. Il y a eut là-dessus des travaux, notamment par le rapporteur du conseil d'état qui a fait un rapport il y a deux ans sur la question de l'équité pour dire aujourd'hui : nos sociétés doivent travailler en équité, de manière à ce que les situations d'inégalités ne puissent perdurer éternellement, car le traitement de l'inégalité c'est le maintien des situations telles qu'elles sont, et ça pour nous chrétiens je crois que nous ne pouvons pas laisser continuer.

5) Fin de l'état providence, fin du caritatif providence

Autre élément, nous voyons avec cette crise la fin de l'état providence et la fin du caritatif providence. Les deux parce que le caritatif providence c'était tout ce que l'état providence ne pouvait pas gérer et donc laisser aux associations le soin de gérer. Je vais vous donner un exemple qui m'a été dit à Argenteuil : aujourd'hui on écrit, les pouvoirs publics écrivent que devant l'absence de possibilité pour les centres d'accueils des demandeurs d'asile d'accorder aux demandeurs d'asile une aide financière suffisante, il est du devoir des associations caritatives de prendre cet aspect en charge. Il est du devoir, c'est écrit qu'il est du devoir des associations caritatives de prendre cet aspect en compte et que donc les organismes publics d'aide aux demandeurs d'asile ne prendront plus en charge l'aide à la première urgence. Vous voyez le changement que cela introduit. C'est invraisemblable, les associations ont le devoir de.. y compris que ça pose la question de la liberté associative.

6) l'importance des lieux de paroles

Là-dessus des choses intéressantes qui ont été dites par Rennes et par Luçon. Sur l'importance des lieux de parole, mais je le dis y compris à partir de ces deux textes il faut en accepter les limites. Le lieu de paroles n'est pas la panacée universelle, le lieu de paroles, il est essentiel, il est indispensable mais il est insuffisant. Le groupe de paroles ce n'est pas un groupe de prière, c'est autre chose et autrement plus exigeant. D'abord, parce qu'il faut se former, parce qu'un groupe de paroles ça peut être catastrophique, extrêmement traumatisant, et en même temps il ne faut pas considérer que le groupe de paroles est en soi suffisant. Vous avez libéré la parole vous pouvez avoir aussi libérer des situations et provoquer des désastres. Il faut donc savoir que derrière tout groupe de paroles il faut mettre en place des capacités de répondre aux situations qui vont enfin se libérer. Il faut être très prudent.

7) notre attitude par rapport à la société de consommation.

J'ai beaucoup aimé un papier de Champagne à propos de la Saint Vincent 2010 sur la société de consommation et la course à la consommation. Je pense qu'une partie de la population, plus large que les seuls chrétiens ont compris que dans cette crise économique qui nous arrive, la course à toujours plus avait des limites et commence à se dire, qu'est-ce que c'est le bonheur est-ce que c'est des richesses uniquement matérielles et ça commence à bouger. Le travail de la commission Stiglitz mis en place par le président Sarkozy sur la reformulation du Produit Intérieur Brut tout ce qu'il y a autour du bonheur du PIB . Il y a une prise de conscience sur laquelle il faut je pense largement s'appuyer.

8) il faut agir local mais il faut raisonner global.

Mais la question qui nous est posée, et qui est posée à l'Eglise, à nous les chrétiens, comment on part du raisonné global à l'agir local. On bute quand vous avez la fermeture de l'usine Kléber à Toul si vous ne raisonnez pas marché mondial de Michelin vous ne comprenez pas et ça vous scandalise ; je ne dis pas qu'ils avaient raison mais en attendant si vous ne savez pas d'où est l'origine et c'est ce qui se passe aujourd'hui. Il s'est passé dans le monde social quelque chose d'incroyable aujourd'hui les salariés se battent non pas pour empêcher la fermeture de l'usine mais pour obtenir de meilleures primes au départ. Vous vous rendez compte du changement vous ne mobilisez pas pour maintenir l'emploi mais ils ont intégré, peut-être ont-ils tort, mais ils ont intégré l'idée que la décision est à un niveau tel qu'ils n'y peuvent pas grand chose que par contre la manière de faire sauter une bonbonne de gaz peut faire bouger la direction locale et ça change les modes de lutte. Vous vous rendez compte du changement, qu'au lieu de se battre pour un maintien de l'emploi on se bat pour une meilleure prime. Voilà un changement considérable.

III - Qu'est-ce que ça doit changer dans nos comportements :

1) Travail en réseaux

Aujourd'hui nous sommes obligés de travailler en réseaux. Nous ne pouvons plus travailler pour notre compte propre. Nous devons travailler en réseau. Très belle note de l'Indre là-dessus sur la pluralité des acteurs et le fait que nous devons rejoindre cette pluralité d'acteurs. Travailler en réseau en faisant alliance ; on n'est pas là uniquement pour faire ensemble mais pour se convaincre, pour partager, pour faire alliance au sens où on le retrouve dans le nouveau testament. Le réseau c'est faire alliance avec d'autres. C'est-à-dire qu'on se met bien d'accord sur les objectifs de base.

2) Lutter contre le fatalisme

Il faut lutter contre le fatalisme c'est-à-dire qu'on ne peut se contenter de rester entre soi. Et là avec toute la prudence qui s'impose je voudrais vous faire deux remarques : à la lecture des deux témoignages écrits suite à la fermeture de l'usine Kléber à Toul et de la chaussure dans les Mauges. Je dois vous avouer une certaine gêne à la lecture de ces papiers ; il y a un travail absolument remarquable d'expression des personnes : quand on lit les témoignages des ouvrières de la chaussure et ce qu'elles sont devenues, c'est absolument poignant et on se dit que c'est insupportable, mais après qu'est-ce qu'on fait ? et je crois que c'est la question qui nous est posée. C'est un peu la même question que pour les groupes de paroles. On a fait un communiqué, on a fait des articles dans la presse est-ce qu'on a fait bouger suffisamment les limites ? on dénonce et après qu'est-ce qu'on fait ? Nous avons la même problématique au Secours Catholique c'est là où je crois que ce que je vous ai dit à propos de l'alliance se pose des réflexions que l'on a parce qu'on partage absolument cette même difficulté. Dans le journal « Messages » tous les mois on raconte des situations et il y en a eut un sur les campagnes et il arrive un moment on se dit et alors

qu'est-ce qu'on fait, et avec qui on le fait et dans quelle direction ? C'est un peu à ça que je voulais vous interroger après vous avoir dit combien c'est essentiel d'avoir ces témoignages sinon on part sur rien. Mais une fois qu'on a ça qu'est-ce qu'on peut bien faire ? Et c'est là qu'il faut se battre contre le fatalisme et rechercher des solutions. Il faut donc prendre des initiatives et je crois qu'un certain nombre d'initiatives par exemple l'histoire du puits pendant la période de sécheresse à Nuits Saint Georges, l'histoire des cercles du silence de Montargis ; qu'est-ce qu'on fait pour quand même exister dans le champ politique ; le cercle du silence interroge sur les situations des centres de rétentions administratifs c'est quand même une prise de position publique à laquelle on invite tout le monde, ce n'est pas un truc entre nous.

3) Travailler avec des partenaires

Et puis je pense que nous avons besoin de reconnaître mutuellement qui autour de nous sait faire mieux que nous. Et le nous ce n'est pas le nous chrétien, c'est au-delà. C'est prendre le temps de regarder dehors. C'est Auch qui dit ça. Prendre le temps de regarder dehors. Au-delà du seuil même. Rechercher qui est le mieux placé pour répondre.

Je vais vous donner trois pistes :

Qui entre dans les maisons des gens ? Est-ce qu'on y entre plus que l'aide à domicile, l'assistante sociale qui saura dire exactement les situations ? Qui entre le plus dans les maisons des personnes ?

Qui fait du soutien scolaire ? Elle sera capable de nous dire la situation des enfants.

Est-ce qu'on travaille suffisamment avec Solidarités Paysans, qui eux ont le contact.

Voyez-vous c'est le décroisement pour trouver les personnes qui savent avec lesquelles on fera alliance pour faire quelque chose. Après notre propre travail à nous d'investigation et de recherche. Nos comportements, c'est vraiment ça le changement. Nous n'avons pas la vérité, sur ces questions là. D'autres peuvent nous l'apporter, la vérité, l'information, c'est-à-dire ce qui se passe réellement sur le terrain. Il nous faut impérativement ouvrir nos portes à tout ce qui peut venir de l'extérieur ce qui nous obligera par ailleurs à nous renforcer nous-mêmes, d'où l'importance de nos propres groupes de réflexion, de relecture ; mais c'est une relecture de l'ouverture. Ce n'est pas une relecture de ce que l'on est ; c'est une relecture de l'ouverture.

IV- Les repères ecclésiaux qui bougent

1. Ce qui bouge dans nos repères ecclésiaux c'est le concept de communauté ; qu'est-ce qu'une communauté paroissiale ? ce n'est plus les seuls messalisants y compris en milieu rural le nombre de clochers et la répartition très inégale des forces ecclésiastiques. J'ai reçu, à la suite du reportage sur les zones rurales une lettre d'une lectrice de Montpellier qui me disait vous avez oublié dans votre reportage sur les pauvretés, les pauvretés spirituelles. Moi je suis à Montpellier mais j'ai de la famille dans le Haut Doubs ; il n'y a plus de messe que tous les deux mois dans mon village, mais hier à Montpellier à la cathédrale il y avait dix clercs autour de l'autel. Les repères ecclésiaux c'est aussi ça peut-être, la répartition des forces. Revisiter la notion de communauté. Derrière ça je pense que dans nos repères ecclésiaux et c'est ça votre enjeu, repenser aussi ce qu'est la liturgie et l'annonce de la parole dans nos communautés Comment cette parole est une parole incarnée ? Qu'est-ce que nous célébrons ? moi je suis aujourd'hui en temps que responsable du Secours Catholique, très branché sur ce qui est dans la liturgie tout ce qui est autour de l'offertoire et la consécration. Qu'est-ce que nous offrons comment nous offrons dans la liturgie la vie du monde comment nous offrons ce qui est notre mobilisation. Je constate qu'il y a des gestes qui ont perdu de leur sens qui pourraient le retrouver de manière considérable. Nous avons vécu par exemple à Lourdes une célébration extraordinaire ou après toute une journée de travail, nous avons offert notre travail. Mais physiquement et ça donne un autre sens. Je pense qu'il faut que nos communautés

retrouvent le sens de la célébration et donc de l'offertoire et donc bien entendu de la consécration.

2. Plus largement dans nos repères ecclésiaux il nous faut repenser la place de l'action politique. C'est Benoît XVI qui le dit et le répète dans l'encyclique *Deus Caritas Es*, la justice est le premier pas vers la charité §26 – il ne peut pas y avoir de charité sans justice et l'action politique c'est ça, l'action pour la justice c'est une action politique. Je pense qu'il faut que l'on retrouve la place de cette action politique en ce sens là. C'est-à-dire l'action pour la justice. Il y a une définition que j'aime bien et qui permet d'y voir clair, elle est de Benoît XVI. « la justice c'est donner à l'autre ce qui est sien et la charité c'est donner à l'autre ce qui est mien » et il continue « la justice est le premier pas vers la charité ». Le combat pour la justice c'est un combat politique. Donc il faut interroger nos communautés et c'est là nos repères ecclésiaux il faut interroger nos communautés sur cette réalité et ne pas s'enfermer sur la question de la charité mais bien les deux, la charité et la justice. Et par exemple, aujourd'hui s'intéresser à la construction d'un centre intercommunal d'action sociale est-ce que ce n'est pas une des choses essentielles à faire. Justice-charité point d'application : est-ce que nous chrétiens n'avons pas le devoir de nous impliquer sur la création de ce centre d'action sociale intercommunal là où il n'en existe pas ?

3. Sur quoi la parole de l'Eglise est-elle attendue et de quelle manière? elle est attendue sur plusieurs points. elle est attendue aujourd'hui et c'est Benoît XVI qui le dit sur la place de l'argent face au don et à la gratuité. Le discours sur le don et la gratuité est perturbant pour des tas de gens. Parce qu'on parle de don et de gratuité donc forcément on parle d'argent, au lieu de condamner l'argent on parle d'une autre piste : quelle est la place du don et de la gratuité. c'est la gratuité dans l'engagement, c'est la gratuité dans le temps et c'est extraordinaire comment on déplace les choses. Et l'Eglise elle est attendue là-dessus. Parce que parler du don et de la gratuité c'est donner du sens à l'action, l'action d'entreprendre, l'action de produire. C'est ce que dit Benoît XVI, sur la recherche du profit, il n'a pas condamné le profit, il a simplement dit qu'il fallait savoir ce qu'on en faisait. Sans profit il n'y a plus d'entreprise. La question est de savoir comment on le fait, comment on le crée, comment on le produit et qu'est-ce qu'on en fait ? et là-dessus on a des choses à dire, c'est la question du bien commun. Est-ce que la recherche du profit maximum n'est pas contraire à la recherche du bien commun ? on a des choses à dire sur ces questions.

On a des choses à dire sur le sort qui est fait aux personnes. Dans la crise du lait, vous dites, dans le prix du lait c'est le revenu de l'agriculteur qui est la variable d'ajustement et ce sont les entreprises transformatrices qui jouent sur le prix du lait pour pouvoir garder leur rentabilité. Mais dans l'ensemble de la société c'est tout simplement le salarié d'une entreprise ; aujourd'hui une entreprise, la première des choses qu'elle décide quand elle est en difficulté, c'est un plan social. C'est-à-dire que le salarié, la personne est devenue la variable d'ajustement et là-dessus on attend une parole d'Eglise. Est-ce que dans notre société il est normal que la personne soit la variable d'ajustement ? Qu'il s'agisse de l'agriculture ou de l'industrie, c'est la même chose. Quel respect pour l'homme ? Et quel respect pour la nature ? C'est tout le discours sur l'environnement. Il faut aussi que nous nous saisissons plus que nous l'avons fait du discours sur l'environnement. On nous a confié la terre, que faisons-nous de la terre ? Et sur tout cela l'Eglise est attendue. Parce que qui en parlera et au nom de quoi ? Qui peut en parler et au nom de quoi ? Et c'est extraordinaire de voir comment quand on aborde une série de questions comme cela on peut se trouver rejoint par toute une série de gens.

Nous sommes aujourd'hui dans une civilisation de l'image et du récit, et plus dans une situation du témoignage. Nous sommes dans une situation de l'image. Nous sommes dans une situation de l'explicite et non de l'implicite. Et donc aujourd'hui, nous ne pouvons pas continuer, vous l'avez dit tout à l'heure avec une citation de Joseph Moingt, l'idéal ne convainc pas. C'est la même chose, on peut avoir raison mais si personne ne le sait, ça ne changera pas le monde. Nous sommes aujourd'hui dans une situation de l'explicite. Il faut

que notre témoignage devienne explicite, nous sommes dans une civilisation du voir ou de l'entendre.

Je ne pouvais pas vous quitter sans parler d'un projet qui est maintenant bien lancé dans cette maison (La Conférence des Evêques) qui porte le nom de diaconia 2013. Nous avons eu l'idée à quelques uns du Secours Catholique et quelques autres de lancer une démarche sur plusieurs années, donc devant aboutir en 2013, pour que le service du frère, la diaconie puisse retrouver la place centrale qu'elle doit avoir dans notre foi chrétienne au côté de la Parole et des sacrements. Il nous a semblé que trop souvent tout ce qui est de la solidarité ou de la charité était devenu un travail de spécialistes pour reprendre une expression d'Etienne Grieux c'était dans la crypte des églises. C'était éventuellement le troisième dimanche de novembre le jour de la collecte du Secours Catholique, le premier dimanche de Carême pour la collecte du CCFD et éventuellement si tout va bien la journée des équipes de Saint Vincent de Paul. Aujourd'hui ce n'est plus acceptable pour une Eglise qui se veut répondre aux besoins du monde. Il faut que le service du frère soit une dimension permanente de la vie de nos communautés d'où la question de revisiter la notion même de « communauté ». Donc cette démarche qui va se poursuivre au cours des 3/4 années, elle vise à ce que tous les acteurs, les acteurs chrétiens, parce qu'on va faire quelque chose d'œcuménique reprenant ce que beaucoup d'entre vous ont dit de la nécessité de se relier entre eux, de faire réseau, vous le dites pratiquement dans tous les témoignages que j'ai lu. Comment dans un premier temps entre chrétiens mais à partir de ce que le monde attend de nous, pouvoir rejoindre d'autres acteurs du monde dans cette vision de ce qu'est le service du frère au service du monde. Très concrètement ça veut dire que dans l'année 2011, nous avons baptisé cela l'année de la rencontre ; faire que systématiquement les rencontres qu'on peut faire les uns et les autres, les organisations qu'on peut avoir, on les ouvre à cette question, avec qui nous travaillons, qui sait faire et éventuellement au-delà même des limites de l'Eglise. Faire en sorte que nous réfléchissions à travailler avec d'autres pour se rendre compte qu'on est ensemble au service du frère et que c'est au nom de l'Evangile que nous faisons tout cela et c'est parce que nous sommes habités par l'Evangile que nous le faisons.

Puis en 2012/2013, c'est élargir le champ, permettre de se donner des enjeux pastoraux forts : comment dans votre monde rural on est capable de se donner des objectifs de transformation qui permettent de rassembler très au-delà du monde chrétien des gens qui en 2013, dans un rassemblement que nous souhaitons aussi large que possible nous puissions comme ça été fait avec Ecclésia 2007, dire que l'Eglise de France fait du service du frère sa raison d'être et que c'est cela que nous allons célébrer dans le sacrement et que nous allons proclamer dans la Parole. C'est retrouver cette liaison entre les trois.

C'est l'ouverture des frontières, c'est l'ouverture au monde c'est aussi et je l'espère s'adresser à la société française en disant nous autres chrétiens nous prenons nos responsabilités dans la société au nom de l'Evangile.

Reprise de quelques questions/réponses :

1. Sur le concept de communauté, là il faut approfondir :

Les données statistiques disent que les assemblées dominicales rassemblent au mieux chaque dimanche un tiers des pratiquants réguliers – quand on dit on fera une annonce dimanche, c'est trois dimanches de suite qu'il faut le faire pour que chacun puisse l'entendre. Pourquoi simplement 1/3, parce que l'engagement des chrétiens aujourd'hui n'est pas seulement dans la messe dominicale, ils sont aussi engagés par ailleurs dans des organisations chrétiennes et aussi dans d'autres

structures ; donc déjà si le chrétien vit pleinement sa vie, il n'est pas forcément présent à la messe dominicale

je considère moi qu'il y a moyen pratiquer les sacrements et pas uniquement par la présence à la messe dominicale, je vais un peu loin je sais mais j'ai un souci notamment avec un certains nombre de jeunes : je dis que je préfère qu'ils vivent leur engagement, par exemple aux scouts, dans un mouvement d'Action Catholique, au CCFD, mais attention ça nous donne à nous une responsabilité importante quand on est responsable de ces mouvements, que ce soit bien des lieux d'Eglise. C'est tout le travail qu'on fait au Secours Catholique depuis une dizaine d'années d'en refaire un lieu d'Eglise. On a une vraie responsabilité. Est-ce que nous célébrons et qu'est ce que nous célébrons ? comment nous célébrons ? et la communauté ce sont tous ceux qui nous regardent qui ne sont pas toujours à l'aise, qui on été, qui le sont moins mais qui dans leur quotidien ont des valeurs. Comment fait-on pour que nos communautés dans leur pluralité d'offres puissent aller jusqu'à ces gens qui quelque part nous ont abandonné doucement. La communauté ce sont tous ceux qui sont engagés dans les aumôneries de prisons, d'hôpitaux, de l'enseignement public, des agents en pastorale, le catéchuménat, l'après catéchuménat qui est un enjeu. On a du mal à offrir un après à ces catéchumènes dans nos communautés. Les communautés c'est tout ça, et il faut qu'on ait cette vision d'une Eglise un peu tout azimuts dont le noyau central c'est la célébration des sacrements mais qui peut se passer de manière extrêmement diverse. C'est de notre responsabilité en étant responsable nous sommes véritablement d'Eglise mais il faut alimenter d'où le travail de l'animation spirituelle que l'on fait chez nous. La moitié de nos animateurs aujourd'hui ne se proclament pas catholiques pratiquants, mais notre espoir, notre chance c'est qu'ils sont dans ce service du pauvre et se rendent compte qu'en étant au service du pauvre c'est bien ça qu'ils sont en train de faire. Je pense qu'on fait un vrai boulot d'évangélisation. Quand on regarde le Secours Catholique d'il y a dix ans et celui d'aujourd'hui ce n'est pas le même. Le CCFD est dans la même logique, d'autres mouvements aussi.

2. Pour ce qui est de l'implicite et de l'explicite

Je disais cela en réaction avec tout ce que j'ai lu dans vos témoignages ; je me dis il y a une telle force dans ce que vous dites, une telle trace de vie, qu'il faut réfléchir à comment on peut le rendre utile à l'ensemble de la société ; c'est de là que vient ma réaction.

Ex : lorsque nous, Secours Catholique à Calais, centre d'accueil pour les migrants et contre l'autorité préfectorale nous prenons en charge et accueillons les migrants, parce que nous pensons accueil de l'autre : témoignage explicite : on dit pourquoi on le fait .

Autre ex. Charente et Vendée : suite à la tempête Xantia les bénévoles sont sur le terrain avec leur blouson du Secours Catholique – réactions, les cathos étaient là et ça fait réfléchir. Réaction du préfet.

C'est de la communication oui et alors ! C'est aussi comme ça qu'on peut travailler. Comment montre-t-on notre propre présence ? Pas tout et n'importe quoi ; c'est le témoignage qui ne se rend pas lisible qui pose problème.

Lors de grève, le communiqué que l'on fait est important et nécessaire, mais si nous ne sommes pas à la porte de l'usine ? Communiquer et être à la porte de l'usine.

Comment regrouper les personnes pour qu'elles partagent, qu'on parle de la vie des gens de leurs difficultés etc.. ça on peut le faire mais comment arriver à passer à l'acte, à trouver des signes ? comment faire un diagnostic partagé ; faire se retrouver des personnes qui naturellement ne se retrouvent pas et sur un territoire, à propos du développement local, des commerces, etc. chacun dit ses préoccupations, mais arriver à poser un diagnostic ensemble, d'ailleurs le rapport de l'igas* fait beaucoup appel à cet apprentissage du diagnostic partagé, dans un territoire donné ; il nous faut apprendre à penser ensemble ; à revitaliser nos méthodes, voir juger agir ; penser ensemble, mettre en commun et décider d'une action concrète qui change quelque chose dans la vie ordinaire et là par rapport au politique on a redonner goût à ce penser ensemble, réfléchir ensemble, agir ensemble.

Entre bénévoles et personnes en difficultés rencontrées, il y a un fossé énorme. Quand on se met autour d'une question commune de la mobilité sur un canton par exemple ; faire un diagnostic partagé, décider d'une action à mener, là du coup il y a quelque chose qui change et là je crois qu'il y a une perspective importante.

Et puis je rejoins le mot communauté, on pense communauté ecclésiale, mais le mot de communauté humaine de proximité est aussi à découvrir au moment où on fonctionne en classe d'âge. On a à redécouvrir des solidarités territoriales ; il y a les migrants... il faut travailler sur la spécificité de chacun mais aussi on vit dans un espace et c'est là que la notion de quartier, de commune, de communauté de communes réapparaît comme une actualité et peut-être que l'Eglise, quand on fait un diagnostic partagé sur un secteur c'est là qu'après on peut rejoindre la communauté de communes, on peut se battre pour ces questions de conseil de développement, il y a plein d'enjeux actuellement. (Assises Territoriales)